



Séance ordinaire du jeudi 18 avril 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Rosy BUONO, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Laurent JAOU, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, René REVOL.

Absents / Excusés :

Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO, Joël VERA

Hors commission - Requalification du secteur d'activités économique "Lauze - Dassault" - Commune de Saint Jean de Védas - Prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet - Approbation - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

La Zone Industrielle de la Lauze, créée par le District de Montpellier dans les années 60, s'est vu adjoindre dans les années 80/90, le parc d'activités économiques Marcel Dassault, qui a fait l'objet, par la suite, d'une première extension. Sur environ 80 hectares, cet ensemble accueille environ 170 entreprises dédiées principalement aux activités productives (industries, artisanat), au négoce et à la logistique. Près de 2 000 emplois y ont été créés.

Alors que de nouvelles extensions sont prévues (Marcel Dassault 2^{ème} extension et Lauze Est), ces parcs d'activités existants apparaissent comme vieillissants. Ce secteur mérite d'être réinvesti en tenant compte des récentes évolutions en matière d'infrastructure (possibilité de raccordement sur l'A709, impact des projets de Contournement Ouest de Montpellier et de Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan).

Aussi, un mandat d'étude et de travaux pour le réinvestissement urbain de ce parc d'activités a été confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le 28 juin 2018. Après une phase de diagnostic, ce mandat s'attachera non seulement à rénover et adapter les infrastructures aux besoins actuels (voiries, réseaux, cheminements doux, stationnement, plantations, fibre optique, ...), mais également à améliorer l'environnement urbain et paysagers des entreprises et des usagers de la zone, encourager la densification du tissu économique existant et de limitation de l'étalement urbain conformément aux objectifs du projet de SCoT arrêté par délibération du Conseil de Métropole du 18 juillet 2018, et favoriser l'implantation de nouveaux services urbains.

Pour garantir l'atteinte de ces objectifs, il convient de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution de ce secteur. L'article L.424-1 3° du Code de l'urbanisme dispose que lorsque des travaux, constructions ou installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement, un sursis à statuer peut être opposé aux demandes de permis de construire ou de déclaration préalable, dès lors que le projet d'aménagement a été pris en considération et que les terrains affectés par ce projet ont été délimités. Aussi, il est proposé de prendre en considération le projet lié au réinvestissement du secteur « Lauze – Dassault » et d'en délimiter le périmètre d'étude.

Ce périmètre d'étude sera reporté sur les documents graphiques du Plan Local d'Urbanisme et la Métropole sera consultée sur toute demande d'occupation ou d'utilisation du sol comprise dans le périmètre d'études. Le périmètre d'étude est délimité suivant le plan joint en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au conseil de bien vouloir :

- prendre en considération la mise à l'étude d'un projet d'aménagement pour le réinvestissement du secteur d'activités existant « Lauze – Dassault » situé sur la commune de Saint Jean de Védas,
- approuver la délimitation des terrains concernés par ce projet d'aménagement, suivant le plan annexé à la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Carole DONADA, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/04/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190418-81918-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan périmètre d'étude

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.